



Distr.
LIMITÉE

LC/L.3310
6 avril 2011

FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

**RAPPORT DE LA QUARANTE-CINQUIÈME RÉUNION DU BUREAU
DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LES FEMMES
DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES**

Santiago, 6 et 7 décembre 2010



NATIONS UNIES

CEPALC

Distr.
LIMITÉE

LC/L.3310
6 avril 2011

FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

**RAPPORT DE LA QUARANTE-CINQUIÈME RÉUNION DU BUREAU
DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LES FEMMES
DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES**

Santiago, 6 et 7 décembre 2010



TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX	1-9	3
Lieu et date de la réunion.....	1	3
Participation	2-8	3
Présidence et rapporteur.....	9	4
B. ORDRE DU JOUR	10	4
C. DÉROULEMENT DE LA RÉUNION	11-25	5
D. ACCORDS ADOPTÉS.....	26	9
Annexe - Liste des participants.....	-	11

A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Lieu et date de la réunion

1. La quarante-cinquième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a été tenue les 6 et 7 décembre 2010 à Santiago.

Participation

2. Des représentants des pays membres suivants du Bureau ont participé à la réunion: Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Espagne, Guatemala, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine et Uruguay.

3. Des représentants des pays membres suivants de la Commission économique pour l'Amérique latine et des Caraïbes étaient également présents: France, Haïti et Royaume-Uni.

4. Étaient présents pour le Secrétariat des Nations Unies des représentants du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

5. Étaient également présents des représentants des programmes, fonds et organismes suivants des Nations Unies: le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW).

6. Les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après mentionnées étaient également représentées: le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) - Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

7. Les organisations intergouvernementales suivantes ont également participé à la réunion: l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) et l'Organisation internationale des migrations (OIM).

8. Des représentants de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID) étaient également présents.

Présidence et rapporteur

9. Le Bureau élu à la onzième Conférence régionale est le suivant.

Présidence: Brésil

Vice-présidences: Antigua-et-Barbuda
 Argentine
 Barbade
 Chili
 Costa Rica
 Cuba
 Équateur
 El Salvador
 Espagne
 Guatemala
 Jamaïque
 Panama
 Paraguay
 Pérou
 République bolivarienne du Venezuela
 République dominicaine
 Trinité-et-Tobago
 Uruguay

Rapporteur: Mexique

B. ORDRE DU JOUR

10. Le Bureau a adopté l'ordre du jour suivant:
1. Adoption de l'ordre du jour provisoire
 2. Évaluation des résultats de la onzième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes
 3. Rapport d'activités du Secrétariat
 4. Planification stratégique des principales activités du Bureau pour la prochaine période triennale
 5. Analyse de la mise en place de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)
 6. Adoption des accords
 7. Questions diverses

C. DÉROULEMENT DE LA RÉUNION

11. Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la CEPALC et Nilcéa Freire, Ministre du Secrétariat chargé des politiques en faveur des femmes du Brésil ont pris la parole à la séance inaugurale. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants et participantes, la Secrétaire exécutive de la CEPALC a souligné l'importance de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes dans l'adoption de programmes politiques visant à l'égalité des sexes, ainsi que la nécessité d'accélérer le pas pour réaliser les engagements internationaux réaffirmés à la onzième Conférence régionale tenue à Brasilia. Elle a souligné qu'il était important que la réforme du système des Nations Unies prévue pour 2011 tienne compte de l'échelon régional en tant qu'espace de propositions et aussi du fait que cet échelon a atteint un niveau de maturité et est disposé à apporter son soutien à l'échelon mondial. Elle a également fait ressortir les trois derniers programmes de promotion de l'égalité des sexes dans la région: le Consensus de Mexico avait contribué à renforcer la participation politique des femmes; le Consensus de Quito avait abordé le thème de l'économie des soins et finalement, le Consensus de Brasilia cherchait à progresser en matière d'autonomie économique des femmes à la lumière du rapport avec l'autonomie physique et la prise de décision. Finalement, elle a mis l'accent sur le rôle clé de l'Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes dans la production d'indicateurs régionaux.

12. La Ministre du Secrétariat chargé des politiques en faveur des femmes du Brésil, intervenant en sa qualité de Présidente du Bureau, a signalé que cette année marquait la fin d'un cycle caractérisé par de nombreux progrès en matière d'égalité des sexes qui avaient permis de déterminer clairement quels sont les obstacles et les défis se présentant aux pays de la région. Elle a également souligné que le Consensus de Brasilia avait provoqué des réactions négatives dans les secteurs les plus conservateurs de certains pays de la région, ce qui est une démonstration de la force du document. Sur le plan institutionnel, elle a fait ressortir l'importance de la création de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) qui situe la question de l'égalité des sexes à un niveau hiérarchique plus élevé. Elle a également affirmé qu'il fallait réviser le concept de donateurs et de bénéficiaires et de travailler sur l'idée selon laquelle tous les pays sont des contributeurs, nouveau concept qui permettrait rendre plus démocratiques relations internationales au sein du système des Nations Unies.

Adoption de l'ordre du jour provisoire (point 1 de l'ordre du jour)

13. La présidence a soumis à l'examen du Bureau l'ordre du jour provisoire qui a été adopté avec une seule modification: l'ajout de la présentation sur le thème de la protection sociale de M. Alberto Arenas de Mesa, professeur adjoint du Département d'économie de l'Université du Chili.

Évaluation des résultats de la onzième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (point 2 de l'ordre du jour)

14. La Présidente du Bureau a invité les pays membres à présenter un rapport sur les mesures appliquées durant les premiers mois de la mise en œuvre du Consensus de Brasilia. Les délégations de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, de Cuba, d'Espagne, d'Haïti, du Guatemala, du Mexique, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République dominicaine et de l'Uruguay ont ensuite pris la parole. Les représentantes ont présenté leurs rapports et formulé leurs commentaires (voir [en ligne] <http://www.cepal.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/mujer/noticias/noticias/1/41081/P41081.xml&xsl=/mujer/tpl/plf.xsl&base=/mujer/tpl/top-bottom.xslt>); elles ont fait ressortir la réception favorable faite au Consensus de Brasilia dans la majorité des pays, ce qui leur a permis de mettre en œuvre, de promouvoir et de renforcer des politiques publiques spécialement ciblées

sur l'autonomie économique des femmes. Elles ont également mentionné les mesures adoptées à propos de la violence faite aux femmes, des droits sexuels et reproductifs, ainsi que la nécessité de renforcer l'autonomie économique et la participation ainsi que le leadership politique des femmes. Les représentantes ont souligné que, faute de pouvoir exercer une influence sur la prise de décision, les femmes ne pouvaient progresser dans la conquête de leurs droits; elles ont également fait part de leurs préoccupations devant la réponse conservatrice de certains pays vis-à-vis du programme régional d'égalité des sexes et ont demandé de conjuguer les efforts pour soutenir les pays où le programme régional rencontre des difficultés. Les déléguées ont été unanimes à reconnaître que le programme régional d'égalité des sexes est représenté par le Consensus de Brasilia. Finalement, elles sonné l'alarme sur la perte de pouvoir des institutions de promotion de l'égalité des sexes dans certains pays, ce qui retarde l'exécution des accords internationaux.

15. Les déléguées ont présenté leurs condoléances à l'ambassadrice d'Argentine pour le décès de l'ancien président Néstor Kirchner, ont exprimé leur solidarité à la représentante d'Haïti pour les catastrophes réitérées qui ont frappé ce pays en 2010, et ont salué et félicité Dilma Rousseff de son élection comme première femme Présidente du Brésil. La représentante du Mexique a fait connaître les résultats de la trente-cinquième Assemblée des déléguées de la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains (CIM-OEA) tenue à Mexico en novembre 2010 et a mentionné l'existence de points communs entre le programme de cette assemblée et le Consensus de Brasilia; elle a souligné la valeur de ce document en tant que cadre intégré de politiques publiques de promotion de l'égalité des sexes dans la région.

Rapport d'activités du Secrétariat (point 3 de l'ordre du jour)

16. La Directrice de la Division de la promotion de l'égalité des sexes de CEPALC a présenté le *Rapport d'activités du Secrétariat de la CEPALC, juillet - novembre 2010*¹. S'agissant de l'Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes, elle a présenté les chiffres relatifs à l'autonomie politique, souligné les efforts des pays pour faire connaître les données relatives à la violence en matière d'autonomie physique et a mentionné les recommandations de la Conférence statistique des Amériques (CEA) à propos des principes directeurs émis par la Commission de statistique des Nations Unies et la CEA sur les indicateurs de violence. En ce qui concerne l'autonomie économique, elle a fait ressortir l'importance de mener des enquêtes sur l'emploi du temps, initiative qui a été appliquée de manière très dynamique dans les pays. La Directrice a également souligné le besoin de planifier la mise en œuvre du Consensus de Brasilia et a présenté plusieurs projets pour lesquels le Secrétariat mettait à la disposition des gouvernements de la région la méthodologie ainsi que l'assistance technique dans différents aspects de la condition féminine. Pour terminer, elle a signalé que le Secrétariat allait mettre en place en 2011, par le biais de l'Observatoire, un cours virtuel sur les statistiques de l'égalité des sexes à l'intention d'opérateurs politiques et des Instituts nationaux de statistiques à travers l'ILPES (Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale).

17. Durant le débat qui a suivi, la représentante de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a fait ressortir l'importance que l'organisation avait accordée, pour la première fois, à la situation de la femme rurale. La représentante du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a réaffirmé l'importance des accords internationaux sur les droits humains et tous ceux qui concernent les droits des femmes; elle a également félicité les déléguées des pays de les avoir incorporés à leurs plans nationaux. Elle a aussi souligné que ce processus s'était consolidé avec le Consensus de Brasilia. La Présidente du Bureau a fait ressortir l'avancée que constitue la disponibilité des

¹ LC/G.2479(MDM.45/3).

enquêtes sur l'emploi du temps ainsi que de données relatives à la violence faite aux femmes qui sont aujourd'hui mises à la disposition du public grâce à l'Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que l'existence d'instruments aussi importants que le Consensus de Brasilia. Pour sa part, la représentante de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) a évoqué la réunion tenue entre les spécialistes en systèmes d'information statistique des organes électoraux intégrant le principe de l'égalité des sexes et les responsables de l'Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes, réunion à l'issue de laquelle il a été notamment recommandé de suivre le protocole de Tikal.

Présentation sur la protection sociale, Alberto Arenas de Mesa, Professeur Adjoint du Département d'économie de l'Université du Chili

18. Le professeur adjoint du Département d'économie de l'Université du Chili a présenté les trois axes de la réforme de la sécurité sociale au Chili de 2008: la création d'un nouveau régime de pensions solidaires, l'augmentation de la couverture de la sécurité sociale des groupes vulnérables et le perfectionnement du système de capitalisation individuelle. Après avoir passé en revue les différentes phases de la réforme, il a souligné les aspects transversaux qui devaient être pris en compte dans chacune de ces phases, à savoir le pouvoir exécutif et les réseaux de prise de décision, le Parlement, les acteurs sociaux, les experts et les organisations internationales, de même que les incidences fiscales et institutionnelles sur les organismes de l'appareil public chargés de la mise en oeuvre de la réforme. Pour conclure sa présentation, l'orateur a signalé que cette réforme de la sécurité sociale avait définitivement modifié le paradigme fondé sur l'antagonisme entre les régimes de répartition et de capitalisation individuelle.

19. Durant le débat, les déléguées ont posé plusieurs questions sur le rapport entre la réforme du système de prévoyance sociale et la viabilité budgétaire et ont souligné l'importance d'adapter les réformes aux capacités budgétaires de chaque pays, étant entendu que les politiques publiques requièrent une viabilité financière tout autant qu'une volonté politique. Les représentantes ont également abordé la question des résistances culturelles de la part des responsables de la prise de décision et ont souligné qu'il ne sera possible d'appliquer le type de propositions présentées en matière d'intégration du souci de l'égalité des sexes que si les femmes sont mieux représentées dans les espaces de prise de décision.

Planification stratégique des principales activités du Bureau pour la prochaine période triennale (point 4 de l'ordre du jour)

20. La Présidente du Bureau a mis l'accent sur les trois défis fondamentaux qu'implique la mise en oeuvre du Consensus de Brasilia. Elle a d'abord signalé l'importance d'associer les différents programmes de façon intégrée et intégrale pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi qu'entre les femmes elles-mêmes, dans le cadre de la réflexion présentée dans le document "Quel genre d'État pour quel genre d'égalité?" Elle a ensuite fait ressortir l'importance de l'égalité des chances dans le monde du travail, à savoir de la redistribution de la charge totale de travail et de la responsabilité partagée en matière de procréation. En troisième lieu, elle a indiqué que l'accès au pouvoir est une possibilité d'exercer une incidence sur le modèle de développement économique, politique et social des pays. Elle a en outre souligné que ces trois enjeux doivent être traités dans le cadre du programme sur l'égalité des sexes de la région, car faute de parvenir à l'autonomie économique et à l'autonomie dans la prise de décision, les femmes ne pourront progresser en matière d'autonomie physique.

21. Les déléguées des pays ont signalé les principales activités qui, à leur avis, doivent être menées à bien et il a été convenu que, dans un délai d'un mois, le Secrétariat technique de la Conférence régionale ferait parvenir aux pays le document final contenant le projet de planification pour la période triennale. Dans le débat qui a suivi, il a été question de l'institutionnalisation et de la consolidation des mécanismes de promotion de la femme, des activités et des tâches confiées à l'Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes, et de l'articulation entre le programme régional sur l'égalité des sexes et les programmes sous régionaux, qui sont autant de questions fondamentales pour mettre en oeuvre le Consensus de Brasilia dans la région.

Analyse de la mise en place de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) (Point 5 de l'ordre du jour)

22. La représentante du Mexique a fourni des informations sur la création de cette nouvelle entité, sur sa composition et sur les fonctions du Conseil d'administration d'ONU Femmes. Elle a également présenté les domaines considérés prioritaires par la Directrice exécutive de l'organisation qui a déclaré que l'objectif serait de chercher un équilibre entre les questions de protection et les programmes de développement. Les déléguées ont ensuite fait part de leur satisfaction pour la nomination de Michelle Bachelet comme Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes.

Vidéoconférence avec Michèle Bachelet, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)

23. La Présidente du Bureau a transmis à la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies les salutations et chaleureuses félicitations des délégations des pays membres du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et les Caraïbes. Mme Bachelet a signalé que la création d'ONU Femmes était un moment historique pour le monde entier, et a déclaré qu'il s'agissait d'une mesure courageuse et nécessaire. Elle a souligné que l'entité aurait pour tâche de coordonner et d'harmoniser le travail de toutes les organisations du système des Nations Unies en matière d'égalité et d'équité entre les sexes et a signalé qu'ONU Femmes serait la voix des femmes du monde entier. Elle a ajouté que le souci de l'égalité des sexes n'était pas encore suffisamment intégré au système des Nations Unies ni à l'échelon des pays. Elle a en outre souligné que, conformément à son mandat, ONU Femmes servirait de chef de file dans certains domaines de travail en faveur de l'égalité et a exprimé le souhait de travailler en coordination avec les autres entités pour faire de l'égalité entre hommes et femmes une réalité à tous les niveaux de la prise de décision.

24. Les déléguées ont salué la Secrétaire générale adjointe et l'ont félicitée de sa nomination, et lui ont exposé les défis qui se présentent dans la région, notamment en matière de renforcement des mécanismes nationaux de promotion de la femme, d'amélioration de l'insertion au marché de l'emploi et de visibilité du travail des soins et des tâches associées à la procréation. Les représentantes ont également manifesté leur préoccupation à propos du phénomène de féminicide dans la région, de la traite des personnes et de la santé en matière de sexualité et de procréation; elles ont également souligné la nécessité de travailler pour parvenir à la parité en matière d'autonomie politique.

25. Les points à l'ordre du jour ayant été tous abordés, la Présidence a prononcé la clôture de la réunion.

D. ACCORDS ADOPTÉS

26. À l'issue de sa quarante-cinquième réunion, le Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a adopté les accords ci-après:

- a) *Souligner* la réception favorable du Consensus de Brasilia dans les pays et sa valeur en tant que programme régional intégral en complément de l'agenda de la Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l'Organisation des États américains (OEA), du Conseil des Ministres de la condition féminine d'Amérique centrale (COMMCA), du Réseau des Ministres de la condition féminine de la région andine (REMMA), de la Réunion spéciale sur la femme du MERCOSUR, de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) et de l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR),
- b) *Demander* au Secrétariat de la CEPALC de déterminer des mécanismes de coordination permettant l'intégration de l'agenda régional et ceux des organismes sous régionaux,
- c) *Réaffirmer*, face à l'affaiblissement de certains mécanismes nationaux de promotion de la femme, l'importance de l'alinéa xix) de l'accord 6 du Consensus de Mexico: "Garantir les ressources financières requises aux mécanismes nationaux de promotion de la femme et renforcer leurs capacités politiques et leur consolidation au plus haut niveau institutionnel afin qu'ils puissent accomplir leurs fonctions avec efficacité et efficience", ainsi que de l'alinéa i) de l'accord 1 du Consensus de Quito et de l'alinéa f) de l'accord 3 du Consensus de Brasilia,
- d) *Promouvoir* les instances de dialogue technique et politique entre les mécanismes de promotion de la femme et d'autres institutions publiques dans chaque pays de façon à renforcer leur caractère institutionnel et les politiques publiques d'égalité des sexes dans la région et les étendre à ces institutions,
- e) *Accueillir* avec satisfaction la proposition du Secrétariat de fournir une assistance technique aux pays membres de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes et de promouvoir les programmes de cours de statistiques de genre qui seront réalisés en mode présentiel et en mode virtuel à partir de 2011,
- f) *Soutenir* la réalisation d'études régionales de la part du Secrétariat pour mieux comprendre l'effet des politiques d'égalité des chances et la convergence entre les indicateurs de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Consensus de Brasilia et les indicateurs de l'Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes,
- g) *Remercier* le gouvernement du Brésil d'avoir invité les pays membres de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes à participer au programme de formation en matière de gestion dans une perspective de genre, de race et d'ethnie,
- h) *Prier* le Secrétariat d'élaborer, sur la base des résultats de la réunion sur la planification stratégique, un projet de plan d'activités, dans un délai d'un mois, en vue de sa révision et de la présentation de commentaires,
- i) *Demander* à la CEPALC d'organiser, dans un pays de la région, un séminaire technique et politique sur le thème des réformes de la prévoyance sociale dans une perspective de genre,

- j) *Demander* au Secrétariat d'organiser un séminaire de discussion et d'analyse du caractère institutionnel des mécanismes nationaux tels qu'ils se présentent actuellement,
- k) *Féliciter* la CEPALC et les autres organismes qui appuient l'Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes du travail réalisé et des progrès considérables de cette initiative,
- l) *Réitérer* l'appel lancé à la communauté internationale pour qu'elle redouble ses efforts de soutien à Haïti dans la grave situation traversée par ce pays,
- m) *Exprimer* sa solidarité avec la Présidente de la République argentine, Mme Cristina Fernández de Kirchner, à la suite du décès de son époux, l'ancien Président de la République argentine, Néstor Carlos Kirchner,
- n) *Féliciter* Mme Dilma Rousseff de sa récente élection à la présidence du Brésil et lui envoyer une note au nom du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et les Caraïbes,
- o) *Féliciter* en outre les pays de la région (Argentine, Brésil, El Salvador, Grenade, Mexique, Pérou et République dominicaine), ainsi que l'Espagne, pour leur participation au Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) et leur demander de servir de lien formel entre la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes et cette entité,
- p) *Demander* au Secrétariat de solliciter une réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes avec Mme Michelle Bachelet, Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), à l'occasion de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme,
- q) *Présenter* une proposition à la Conférence internationale du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) en vue de l'approbation d'une convention sur le travail domestique,
- r) *Réaffirmer* l'importance de l'égalité réelle effective entre femmes et hommes pour la démocratie à part entière, la justice et la cohésion sociale comme moyen de parvenir au développement durable et à la croissance économique,
- s) *Reconnaître* le soutien apporté par le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) et le travail réalisé en commun avec la CEPALC.
- t) *Promouvoir* la mise au point de stratégies efficaces visant à garantir que les systèmes éducationnels de la région accordent la priorité à la construction de valeurs, de comportements et de convictions en matière d'égalité et d'équité des sexes, de manière à combattre la violence faite aux femmes et parvenir à la pleine jouissance de leurs droits sociaux, politiques et culturels.

Annexe

**LISTA DE PARTICIPANTES
LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS**

**A. Estados miembros de la Comisión
Member States of the Commission
États membres de la Commission**

ARGENTINA

Representante/Representative:

- Magdalena Faillace, Embajadora, Representante Especial para los Temas de la Mujer en el Ámbito Internacional, Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto

Miembros de la delegación/Delegation members:

- María Martha Rasines Alcaraz, Primera Secretaria, Embajada de la Argentina en Chile

BRASIL/BRAZIL

Representante/Representative:

- Nilcéa Freire, Ministra, Secretaría de Políticas para las Mujeres (SPM), Presidencia de la República

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Sônia Malheiros Miguel, Subsecretaria, Subsecretaría de Articulación Institucional, Secretaría de Políticas para las Mujeres (SPM), Presidencia de la República
- Rita Bered, Segunda Secretaria, Jefa del Sector Económico, Embajada del Brasil en Chile

CHILE

Representante/Representative:

- Carolina Schmidt Zaldívar, Ministra Directora, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM)

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Loreto Leyton, Consejera/Jefa del Departamento de las Naciones Unidas de la Dirección de Política Multilateral, Ministerio de Relaciones Exteriores
- María Paz Lagos Valdivieso, Subdirectora, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM)
- Pamela Silva, Miembro del Departamento de Relaciones Internacionales, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM)
- Daniela Sarras Jadue, Jefa de Gabinete, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM)
- Claudia Téllez, Miembro del Departamento de Relaciones Internacionales, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM)
- Claudia Valenzuela Arellano, Coordinadora, Departamento de Relaciones Internacionales, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM)

COSTA RICA

Representante/Representative:

- Mariamalia Jiménez, Ministra Consejera y Cónsul General, Embajada de Costa Rica en Chile

CUBA

Representante/Representative:

- Tamara Columbié Matos, Funcionaria de la Esfera de Relaciones Exteriores, Federación de Mujeres Cubanas

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Ileana Díaz Argüelles, Embajadora de Cuba en Chile

EL SALVADOR

Representante/Representative:

- Marta Isabel Ramos de Castillo, Ministra Consejera, Embajada de El Salvador en Chile

ESPAÑA/SPAIN

Representante/Representative:

- Ana González, Directora del Gabinete de la Secretaria de Estado de Igualdad, Ministerio de Sanidad, Política Social e Igualdad

FRANCIA/FRANCE

Representante/Representative:

- Laurence Bonneau, Embajada de Francia en Chile

GUATEMALA

Representante/Representative:

- Sonia Escobedo, Secretaria Presidencial de la Mujer, Secretaría Presidencial de la Mujer

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Verónica Sajbin, Directora de Fortalecimiento Institucional, Secretaría Presidencial de la Mujer
- María Soledad Urruela, Consejera, Embajada de Guatemala en Chile

HAITÍ/HAITI

Representante/Representative:

- Yolette Mengual, Directrice de Cabinet, Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Evelyne Bien Aimé, Coordinator, Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes

MÉXICO/MEXICO

Representante/Representative:

- Patricia Wohlers Erchiga, Directora General Adjunta de Asuntos Internacionales, Instituto Nacional de las Mujeres (INMUJERES)

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Perla Alvarado, Segunda Secretaria y Responsable de temas de equidad de género, Embajada de México en Chile

PANAMÁ/PANAMA

Representante/Representative:

- Marta Susana González de Varela, Viceministra de Desarrollo Social, Ministerio de Desarrollo Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Markelda Montenegro de Herrera, Directora General, Instituto Nacional de la Mujer (INAMU)
- Lidia Delgado, Asesora Legal, Instituto Nacional de la Mujer (INAMU)
- Amado Díaz, Asesor del Despacho de la Viceministra, Ministerio de Desarrollo Social
- Mercedes Alfaro de López, Embajadora, Embajada de Panamá en Chile

PARAGUAY

Representante/Representative:

- Gloria Rubin, Ministra, Secretaría de la Mujer

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Benefrida Espinoza, Directora de Cooperación Externa, Secretaría de la Mujer
- Haydée Aquino, Jefa para Asuntos Internacionales de la Mujer, Ministerio de Relaciones Exteriores

PERÚ/PERU

Representante/Representative:

- Elena Jesús Decheco Egúsqiza, Directora, Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social (MIMDES)

REINO UNIDO/UNITED KINGDOM

Representante/Representative:

- Javier Maldonado Correa, Political Officer, British Embassy in Santiago

REPÚBLICA DOMINICANA/DOMINICAN REPUBLIC

Representante/Representative:

- Alejandrina Germán, Ministra de la Mujer, Ministerio de la Mujer

URUGUAY

Representante/Representative:

- Imelda Smolcic, Directora de Derechos Humanos y Derecho Humanitario, Ministerio de Relaciones Exteriores

VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)/VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Representante/Representative:

- Indira María Ocavido Arguelles, Directora de Relaciones Internacionales, Ministerio de la Mujer e Igualdad de Género

Miembros de la delegación/Delegation members:

- María Lourdes Urbaneja, Embajadora de la República Bolivariana de Venezuela en Chile

B. Secretaría de la Organización de las Naciones Unidas United Nations Secretariat Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos (ACNUDH)/Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)/Haut Commissariat aux Droits de l'Homme

- Lucía Margarita Zambrano, Asesora Regional de Género y Derechos Humanos/Regional Adviser on Gender and Human Rights

Oficina de Coordinación de Asuntos Humanitarios (OCAH)/Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA)/Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH)

- Caroll Dardon, Asesora Nacional en Respuesta a Desastres, Chile

C. Organismos de las Naciones Unidas United Nations bodies Organisations rattachées à l'Organisation des Nations Unies

Fondo de Desarrollo de las Naciones Unidas para la Mujer (UNIFEM)/ United Nations Development Fund for Women (UNIFEM)/Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)

- Gladys Acosta, Directora Regional para América Latina y el Caribe/Regional Director for Latin America and the Caribbean

Fondo de Población de las Naciones Unidas (UNFPA)/ United Nations Population Found (UNFPA)/ Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

- María Mercedes Barnechea, Representante Adjunta, Perú/Deputy Representative, Peru

Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer (INSTRAW)/International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW)/Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW)

- Nielsen Pérez, Oficial de Proyecto/Project officer

**D. Organismos especializados
Specialized agencies
Institutions spécialisées**

Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA)/International Fund for Agricultural Development (IFAD)/Fonds international de développement agricole (FIDA)

- Claudia Serrano, Directora Ejecutiva, Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural (RIMISP)/Executive Director, Latin American Center for Rural Development (RIMISP)

Organización Internacional del Trabajo (OIT)/International Labour Organization (ILO)/Organisation internationale du travail (OIT)

- María Elena Valenzuela, Especialista Regional de Género y Empleo/Regional Expert, Gender and Employment

Organización Mundial de la Salud (OMS)-Organización Panamericana de la Salud (OPS)/World Health Organization (WHO)-Panamerican Health Organization (PAHO)/Organisation panaméricaine de la santé (OPS)

- Roberto del Águila, Consultor Internacional en Epidemiología

**E. Otras organizaciones intergubernamentales
Other intergovernmental organizations
Autres organisations intergouvernementales**

Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA)/Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA)/ Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

- Evangelina Beltrán, Coordinadora, Despacho del Director General
- Alejandra Sarquis, Representante del IICA en Chile

Secretaría General Iberoamericana (SEGIB)/ Ibero-American Secretariat (SEGIB)/Secretaría Geral Ibero-Americana (SEGIB)

- María Jesús Aranda, Asesora de Género

Organización Internacional para las Migraciones (OIM)/International Organization for Migration (IOM)/Organisation internationale pour les migrations

- Viviana Mellado, Encargada de la Oficina de Chile

F. Otros invitados
Other guests
Autres invités

Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)/International Cooperation Agency for Development (AECID)/Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID)

- Cristina Aldama, Coordinadora General de la Cooperación Española en Chile
- Ana López, Coordinadora del Programa CEPAL-AECID
- Elena Sanches de Prado

G. Secretaría
Secretariat
Secrétariat

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL)/Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC)/Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

- Alicia Bárcena, Secretaria Ejecutiva/Executive Secretary
- Antonio Prado, Secretario Ejecutivo Adjunto/Deputy Executive Secretary
- Laura López, Secretaria de la Comisión/Secretary of the Commission
- Sonia Montaña, Directora, División de Asuntos de Género/Chief, Division for Gender Affairs
- Nathalie Brisson-Lamaute, Oficial de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs
- Luis Fidel Yáñez, Asesor Legal, Secretaría de la Comisión/Legal Adviser, Secretary of the Commission
- Diane Alméras, Oficial de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs
- Jimena Arias Feijóo, Oficial de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs
- Geraldine Velandria, Oficial Asociada de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Associate Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs
- Guillermo Acuña, Oficial Asociado de Asuntos Jurídicos, Secretaría de la Comisión/Associate Legal Officer, Secretary of the Commission
- Alejandra Valdés, Consultora, División de Asuntos de Género/Consultant, Division for Gender Affairs
- Coral Calderón, Consultora, División de Asuntos de Género/Consultant, Division for Gender Affairs
- Alberto Arenas, Consultor, División de Asuntos de Género/Consultant, Division for Gender Affairs
- Paulina Pavez, Asistente de Investigación, División de Asuntos de Género/Research Assistant, Division for Gender Affairs

